

No. 56922*

**United Nations (World Food Programme)
and
Niger**

Basic Agreement between the United Nations World Food Programme (WFP) and the Government of the Republic of Niger. Niamey, 13 December 2018

Entry into force: *13 December 2018 by signature, in accordance with article XXI(1)*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *ex officio, 1 October 2021*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Organisation des Nations Unies (Programme alimentaire
mondial)
et
Niger**

Accord de base entre le Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations Unies (PAM) et le Gouvernement de la République du Niger. Niamey, 13 décembre 2018

Entrée en vigueur : *13 décembre 2018 par signature, conformément au paragraphe 1 de l'article XXI*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *d'office, 1^{er} octobre 2021*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE BASE

ENTRE

**LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES (PAM)**

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER

PRÉAMBULE

Le Programme Alimentaire Mondial, ci-après dénommé le « PAM », d'une part ;

Et

Le Gouvernement de la République du Niger, ci-après dénommé le « Gouvernement », d'autre part ;

Agissant conformément aux Résolutions 1714 (XVI), 2095 (XX), 3348 (XXIX), 3404 (XXX), 46/22 et 52/449 de l'Assemblée Générale des Nations Unies ainsi qu'aux Résolutions 1/61, 4/65, 22/75, 9/91 et 11/97 de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture concernant les arrangements institutionnels, financiers et opérationnels applicables ;

Considérant les Résolutions 43/131 et 45/100 de l'Assemblée Générale des Nations Unies relatives à l'assistance humanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et de situations d'urgence similaires ;

Considérant la Convention relative aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946 ainsi que la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et son annexe II concernant l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 21 novembre 1947, qui sont applicables au PAM ;

Considérant le caractère humanitaire et la contribution au développement des activités du PAM et le rôle important que joue celui-ci dans la lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde ;

Considérant que le Gouvernement de la République du Niger désire bénéficier de l'assistance du PAM ;

Considérant que le PAM est disposé à fournir une telle assistance à la demande du Gouvernement du Niger ;

Considérant la Déclaration de Paris sur l'aide au développement de février 2005 ;

Désireux de compléter les dispositions des Conventions en vue de régler les relations entre le Gouvernement et le PAM compte tenu des exigences particulières des opérations de secours humanitaires et d'aide alimentaire ;

Le Gouvernement du Niger et le Programme Alimentaire Mondial ont conclu le présent Accord de base qui énonce les modalités selon lesquelles cette assistance peut être fournie par le Programme Alimentaire Mondial et utilisée par le Gouvernement, en conformité avec les règles générales du Programme Alimentaire Mondial qui sera matérialisé par des accords pour tout programme ou projet.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT .

ARTICLE I

Dispositions générales

1. Aux fins du présent Accord de base les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous :

- a. "PAM" désigne le Programme Alimentaire Mondial, un programme subsidiaire commun autonome de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), créé conformément aux arrangements institutionnels et financiers établis par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa Résolution 1714 (XVI) du 19 décembre 1961

et par la Conférence de la FAO dans sa Résolution 1/61 du 24 novembre 1961 ;

- b. "pays" désigne la République du Niger ;
- c. "Gouvernement" désigne le Gouvernement du Niger ;
- d. "Accord de base" désigne le présent Accord de base conclu entre le Gouvernement du Niger et le PAM ;
- e. "autorités compétentes de la République du Niger" désigne les autorités nationales ou autres pouvant avoir compétence conformément à la législation et à la coutume applicables en la République du Niger et aux principes établis du droit international ;
- f. "Partie" désigne le Gouvernement du Niger ou le PAM et "Parties" désigne le Gouvernement du Niger et le PAM ;
- g. "Organisation des Nations Unies" ou "ONU" désigne l'Organisation intergouvernementale constituée par la Charte des Nations Unies le 26 juin 1945 ;
- h. "FAO" désigne l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ;
- i. "Convention de 1946" désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946 ;
- j. "Convention de 1947" désigne la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées adoptée par l'Assemblée des

Nations Unies le 21 novembre 1947 et son annexe II concernant la FAO ;

- k. "Conventions" désigne la Convention de 1946 et la Convention de 1947, l'une et l'autre applicables au PAM ;
- i. "Conseil d'Administration" désigne le Conseil d'administration du PAM, que l'Organisation des Nations Unies et la FAO ont chargé de fournir un appui intergouvernemental audit Programme, de définir les orientations spécifiques sur les politiques qui gouvernent les activités de ce dernier et de superviser celles-ci ;
- l. "Directeur exécutif" désigne le Directeur exécutif du PAM ou toute personne désignée par lui pour agir en son nom ;
- m. "Représentant" désigne le fonctionnaire du PAM qui représente le Directeur Exécutif dans le pays, ou, en son absence ou en cas d'indisponibilité, le fonctionnaire désigné pour agir en son nom ;
- n. "fonctionnaires du PAM" désigne le Directeur exécutif ainsi que tous les fonctionnaires du PAM, à l'exception de ceux qui sont recrutés sur place et sont rémunérés à l'heure, comme prévu dans la Résolution 76 (1) de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 7 décembre 1946 et dans la Résolution 71/59 de la Conférence de la FAO ;
- o. "experts en mission" désigne les personnes, autres que les fonctionnaires du PAM, qui relèvent de l'article VI de la Convention de 1946 et de l'article 2 i) de l'annexe II de la Convention de 1947 ;
- p. "membres de la famille faisant partie du ménage" d'un fonctionnaire du PAM désigne: i) le conjoint ou le partenaire du fonctionnaire du

PAM; et ii) les enfants âgés de moins de 18 ans du fonctionnaire concerné; et iii) les enfants âgés de moins de 25 ans du fonctionnaire du PAM, à la condition qu'ils soient scolarisés à temps plein et économiquement à la charge de celui-ci; et iv) les enfants du fonctionnaire, quel que soit leur âge, qui sont à charge de celui-ci pour raison d'invalidité; et v) les personnes indirectement à charge vivant sous le même toit que le fonctionnaire du PAM;

- q. "bureau de pays" désigne tout lieu utilisé par le PAM dans le pays pour s'acquitter de ses fonctions officielles ;
- r. "biens du PAM" désigne tous les biens, y compris les fonds, recettes et autres avoirs, appartenant au PAM ou détenus ou administrés par celui-ci dans le cadre de ses attributions statutaires ;
- s. "archives du PAM" désigne toutes les archives du PAM, y inclus les registres, correspondances, documents, manuscrits, états informatiques, données, photographies, films et enregistrements sonores appartenant au PAM ou détenus par celui-ci dans le cadre de ses attributions statutaires ;
- t. "activités appuyées par le PAM" désigne toute activité opérationnelle ou tout projet entrepris par le PAM, y compris, sans que cette énumération soit limitative, les programmes de pays, activités de développement, projets de développement, opérations d'urgence, interventions prolongées de secours et de redressement ou opérations spéciales, qu'ils soient mis en œuvre directement par le PAM et/ou avec des partenaires coopérants ;
- u. "Accord concernant les activités du PAM" désigne tout accord en vertu duquel est réalisée une activité appuyée par le PAM et englobe, sans que cette énumération soit limitative, les accords relatifs aux

programmes de pays, contrats opérationnels, plans d'opérations ou lettres d'entente et mémorandums d'accord ;

- v. "véhicules" désigne les véhicules terrestres, y compris les automobiles, motocyclettes, camions et wagons de chemin de fer, qui sont mis à la disposition du PAM ou qui appartiennent au PAM ou sont affrétés ou loués par ce dernier dans le contexte des activités qu'il appuie ;
- w. "navires" désigne les bâtiments de transport fluvial qui appartiennent au PAM, qui sont affrétés ou loués par ce dernier ou qui sont mis à sa disposition pour être utilisés dans le contexte de ses opérations ;
- x. "aéronefs" désigne les aéronefs mis à la disposition du PAM ou qui sont affrétés ou loués par le PAM dans le contexte de ses opérations ;
- y. "Locomotives" désigne les moyens de transport par voie ferrée mis à la disposition du PAM ou qui sont affrétés ou loués par le PAM dans le contexte de ses opérations ;
- z. "télécommunications" désigne toute émission, transmission ou réception d'informations écrites ou orales, de données, d'images, de sons ou d'informations de quelque nature que ce soit, transmis par fil, radio, satellite, fibre optique ou autre moyen électronique ou électromagnétique ;
- aa. "bâtiments" désigne les locaux utilisés par le PAM au Niger ;
- bb. "partenaires coopérants" désigne les tiers retenus par le PAM pour l'assister dans la mise en œuvre de ses activités au Niger.

ARTICLE II

Domaines de collaboration et activités appuyées par le PAM / modalités d'octroi

1. La collaboration entre le PAM et le Gouvernement du Niger couvre les programmes économiques et sociaux et les interventions d'urgence humanitaire en cohérence avec les politiques et stratégies nationales dans les secteurs concernés.

Les Parties rappellent que les buts du PAM sont les suivants :

a) utiliser l'aide alimentaire pour appuyer le développement économique et social ;

b) répondre aux besoins alimentaires des réfugiés et des victimes d'autres situations d'urgence et de crises rendant nécessaires des secours prolongés ;

c) promouvoir la sécurité alimentaire mondiale conformément aux recommandations formulées par l'Organisation des Nations Unies et par la FAO.

2. Le Gouvernement peut solliciter une assistance du PAM pour l'aider à mettre en œuvre ses programmes économiques et sociaux ou des secours en cas de catastrophe naturelle ou autres situations critiques.

3. Lorsqu'il aura été décidé par le PAM conformément à son cadre juridique interne que ce dernier fournira une aide au Gouvernement, le Gouvernement et le PAM concluent un accord concernant les activités du PAM et définissant leurs rôles, obligations, engagements et responsabilités respectifs.

4. Les dispositions du présent Accord de base s'appliquent intégralement et sans exception à tous les accords ultérieurs concernant les activités du PAM.

5. Sans limiter la portée de toute autre disposition du présent Accord de base, le Gouvernement prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer :

- a. une coopération avec le PAM, à tout moment, afin de faciliter la bonne exécution des opérations du PAM et des activités qu'il appuie;
 - b. un accès sûr et sans entrave des fonctionnaires du PAM et des partenaires coopérants à tous lieux nécessaires aux fins de l'évaluation, de la livraison, de la distribution et du suivi de l'assistance alimentaire et autres activités appuyées par le PAM, conformément aux mesures sécuritaires nationales en vigueur dans les zones;
 - c. un accès sûr et sans entrave de l'assistance et du personnel humanitaire à toutes les populations bénéficiaires, y compris les réfugiés, les retournés et les personnes déplacées internes dans le pays, en temps de paix comme en période de conflit armé, conformément aux mesures sécuritaires nationales en vigueur dans les zones ;
 - d. l'octroi au PAM et à ses partenaires coopérants de toutes les facilités, informations, ressources et assistances nécessaires pour leur permettre de fournir l'assistance humanitaire requise.
6. Les Parties conviennent que l'assistance humanitaire doit être fournie conformément aux principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité spécifiés dans la Résolution 46/182 de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 19 décembre 1991, ainsi qu'en application des principes humanitaires approuvés par le Conseil d'administration du PAM.
 7. Les Parties collaborent pour prévenir toutes pertes dans le contexte des activités appuyées par le PAM. Le gouvernement remplace les produits ou autres articles dont la perte lui est directement imputable et les rembourse

au PAM, en nature ou en espèce, à concurrence de leur valeur au moment de la perte.

ARTICLE III

Exécution des projets / programmes de développement et des opérations d'urgence humanitaire

1. La mise en œuvre de toute activité opérationnelle, de tout programme de développement et des opérations d'urgence humanitaire incombe au premier chef au Gouvernement ;
2. Le Gouvernement fournit dans le cadre du stockage des vivres le personnel, les bureaux, les aires de stockage et leur sécurisation, et contribue au fonctionnement des services de la partie nationale et aux dépenses nécessaires à l'exécution d'une activité opérationnelle d'un projet de développement ou d'une opération d'urgence humanitaire.
3. Pour chaque projet, le Gouvernement désigne un organisme approprié au niveau d'un ministère sectoriel, qui sera chargé de l'exécuter. S'il existe dans le pays plusieurs projets ou programmes multisectoriels d'assistance, le Gouvernement désigne un organisme central, au sein de la tutelle du PAM, chargé de la coordination de ces projets et programmes.

ARTICLE IV

Renseignements relatifs aux projets/programmes et aux opérations d'urgence humanitaire

1. Le Gouvernement du Niger et le PAM partagent mutuellement et périodiquement les documents, rapports et renseignements pertinents dans l'exécution des projets/programmes économiques et sociaux et des opérations d'urgence humanitaire.

Le Gouvernement du Niger et le PAM s'informent mutuellement et périodiquement de l'état d'avancement des projets/programmes économiques et sociaux et des opérations d'urgence humanitaire. Conformément à l'Article X.3 du Statut et Règlement Général du PAM le Gouvernement du Niger fournit au PAM, autant que possible, tous renseignements pertinents concernant d'autres programmes d'assistance qui pourraient aider le PAM à coordonner ses activités avec celles de ces programmes.

ARTICLE V-

Personnalité juridique et liberté de réunion

1. Le gouvernement reconnaît au PAM la personnalité juridique et la capacité juridique .
 - a. de contracter ;
 - b. d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles ;
 - c. d'ester en justice.
2. Le PAM jouit dans l'accomplissement de ses fonctions officielles d'un traitement égal à celui qui est accordé aux autres fonds, programmes et organismes du système des Nations Unies. Le PAM a le droit d'utiliser son pavillon et/ou des marques distinctives de l'Organisation des Nations Unies dans ses locaux et sur ses véhicules, aéronefs et navires.
3. Le Gouvernement reconnaît au PAM le droit de convoquer des réunions dans son bureau de pays et, avec l'agrément des autorités compétentes de la République du Niger, en tout autre lieu du pays. Il adopte toutes les mesures appropriées pour qu'il ne soit aucunement porté atteinte aux réunions ni à la pleine liberté de discussion et de décision lors de ces réunions.

ARTICLES VI
Le bureau de pays

1. Le bureau du pays, y inclus ses bâtiments ou partie de ses bâtiments et le terrain ainsi que les archives, biens, matériels, fonds qui y sont contenus, utilisés pour les besoins du PAM sont inviolables. Nul agent ou représentant de la République du Niger ni aucune autre personne désignée par les autorités publiques nigériennes ne peut y pénétrer pour exercer des fonctions quelconques sans le consentement express du Directeur Exécutif du PAM. La signification d'un acte de procédure, y compris la saisie de biens privés, ne pourra avoir lieu dans le bureau de pays qu'avec le consentement du Secrétaire général des Nations Unies et du Directeur général de la FAO et aux conditions approuvées par ceux-ci.
2. Le bureau de pays est soumis au contrôle et à l'autorité exclusifs du PAM, qui est habilité à établir et adopter les règlements applicables au bureau pour lui permettre d'exercer pleinement et en toute indépendance ses fonctions.
3. Le Gouvernement assure la sécurité et la protection du bureau de pays et veille à ce que les autorités compétentes de la République du Niger prennent toutes mesures appropriées pour empêcher que la sécurité et la tranquillité du bureau de pays ne soient troublées.
4. Si le Représentant en fait la demande, les autorités compétentes de la République du Niger fournissent les moyens jugés nécessaires pour le maintien de l'ordre dans le bureau de pays.
5. Le Gouvernement prend toutes les mesures appropriées afin que, en cas d'alertes de sécurité ou autres situations d'urgence concernant le bureau de pays, les autorités compétentes accordent aux besoins du bureau de pays la même priorité qu'aux missions gouvernementales ou diplomatiques accréditées en la République du Niger.

6. Le Gouvernement prend toutes les mesures efficaces et appropriées qui peuvent s'imposer pour assurer la sécurité, la sûreté, la protection et la liberté de circulation du personnel du PAM et des visiteurs dans le bureau de pays.

ARTICLES VII

Services publics destinés au bureau de pays

1. Les autorités compétentes assurent, à des conditions équitables et à la demande du PAM, l'accès aux services publics dont le bureau de pays a besoin, notamment mais non exclusivement, services postaux, téléphoniques et télégraphiques, électricité, eau, gaz, assainissement, drainage, collecte des ordures, protection contre l'incendie, transports en commun locaux et services de voirie. Dans les cas où les services visés au présent paragraphe sont fournis au bureau de pays par les autorités compétentes, ou si le prix de ces services est soumis à leur contrôle, le bureau de pays bénéficiera de tarifs qui ne sont pas supérieurs aux tarifs minimaux comparables consentis aux organes gouvernementaux de la République du Niger.
2. En cas d'interruption ou de risque d'interruption de l'un quelconque des services visés au paragraphe 1 du présent article, les autorités compétentes considèrent les besoins du PAM comme aussi importants que ceux des entités similaires et prennent en conséquence les mesures nécessaires pour que les activités du PAM ne soient pas gênées.

ARTICLES VIII

Contributions au bureau de pays –

Facilitation du Recrutement de Personnel Qualifié

1. À moins qu'une dérogation spécifique approuvée par le Conseil d'administration ne s'applique, le Gouvernement, conformément à l'Article 4.7 du Règlement financier du PAM, prend en charge une partie substantielle des dépenses du bureau de pays en versant des contributions

en nature ou en espèces. Le montant de ces contributions sera défini dans un accord distinct entre les Parties.

ARTICLE IX

Biens, fonds, avoirs et archives du PAM

1. Le PAM ses biens, fonds, avoirs et archives, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où, le PAM y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution. ~
2. Les biens, les fonds, les avoirs et archives du PAM, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent des privilèges, immunités, exonérations et facilités indiqués dans le présent Accord de base, dans les dispositions applicables des Conventions et de tout autre accord pertinent, et seront notamment exempts de perquisition, saisie, réquisition, confiscation, expropriation et toute autre forme d'ingérence résultant d'une mesure administrative, judiciaire, législative ou d'exécution.
3. Les archives du PAM et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par lui, sont inviolables où qu'ils se trouvent.

ARTICLE X

Régime fiscal

1. Le PAM, ses biens, fonds, avoirs et archives, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont, aux fins de toutes les activités officielles du Programme, exonérés de tous les impôts directs.
2. Le PAM est exonéré de tous les impôts indirects, et notamment la taxe sur la valeur ajoutée ou tout impôt prélevé sur les biens et services. Le Gouvernement prend toutes les dispositions administratives nécessaires, y

compris sur le plan fiscal, aux fins de la remise immédiate de tout droit d'accise, taxe ou contribution monétaire faisant partie du prix d'acquisition, y compris la taxe sur la valeur ajoutée. Sans limiter la portée de ce qui précède, l'exonération immédiate des impôts indirects s'étend à tous les paiements effectués par ou pour le PAM, ses bénéficiaires, exclusivement dans le cadre de ses programmes de transferts monétaires et sous forme de bons ainsi que d'autres programmes d'assistance similaires.

3. Le PAM est exonéré de droits de douane, interdictions et restrictions concernant les biens importés ou exportés par lui aux fins de ses activités officielles. Il est entendu que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement.

ARTICLE XI

Opérations financières

1. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoires financiers, le PAM peut ,
 - a. détenir et librement acheter des fonds, monnaies et des titres et les aliéner par le biais de comptes exempts des restrictions imposés aux comptes de résidents des devises de toute sorte et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie ; et
 - b. librement transférer ses fonds et devises à l'intérieur de la République du Niger ou à destination ou en provenance de tout pays et convertir toutes devises qu'il détient en toute autre monnaie.

ARTICLE XII
Facilités de Transports

1. Le Gouvernement accorde, à l'intérieur de ses frontières nationales, les facilités de transport nécessaires à une exécution rapide et efficace des activités du PAM et des activités appuyées par celui-ci. Les principes généraux applicables sont les suivants .
 - a. le Gouvernement facilite le chargement et le déchargement rapides dans les ports et aéroports des produits alimentaires, équipements, provisions, fournitures, carburant, matériel et autres articles et biens employés dans le cadre des activités du PAM et des activités appuyées par celui-ci, ainsi que leur transit aux postes frontières. Par ailleurs, le Gouvernement, par l'intermédiaire des autorités compétentes, accorde un traitement préférentiel en matière d'accostage et de dédouanement des navires, aéronefs, locomotives et véhicules utilisés par le PAM ;
 - b. le Gouvernement délivre, sans frais pour le PAM et sans interdictions et restrictions, tous les permis, licences et autorisations nécessaires à l'importation par ce dernier des fournitures, équipements, carburant, matériels et autres biens nécessaires à l'exécution des activités du PAM et des activités appuyées par celui-ci ainsi qu'à leur exportation ultérieure, sans aucun retard ni contrainte,
 - c. les véhicules, aéronefs, locomotives et navires du PAM utilisent en priorité les routes, ponts, voies ferrées, cours d'eau, canaux et autres eaux, et autres infrastructures de transport, y compris les aérodromes pour les vols humanitaires, en cas d'urgence sans avoir à payer aucune sorte de taxes directes ou indirectes perçus par l'Etat. De même, le PAM est exonéré du paiement de tous impôts

ou taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne le transport des articles destinés à la réalisation des activités du PAM et des activités appuyées par le PAM ;

- d. les aéronefs propriété du PAM ou opéré en son nom ne seront soumis à aucune obligation d'immatriculation, de certification, ou d'homologation par le Gouvernement à condition que ces aéronefs soient dûment immatriculés aux termes des dispositions réglementaires internes d'un Etat Partie à la Convention de Chicago relative à l'Aviation Civile Internationale (OACI) du 07 décembre 1944 et ses annexes ;
- e. l'Autorité compétente de l'Aviation Civile assure la supervision des exploitants aériens conformément aux dispositions de la Convention de Chicago relative à l'Aviation Civile Internationale et de ses annexes ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires applicables au Niger en tenant compte dans la mesure du possible des systèmes et processus pertinents en vigueur dans le système des Nations Unies ;
- f. le Gouvernement facilite l'entrée, la sortie et le transit, sur son territoire, d'aéronefs affectés à des vols de secours comme indiqué à l'annexe 9 du chapitre 8 de l'annexe 9 de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale (OACI) du 7 décembre 1944;
- g. les véhicules et les navires du PAM ne sont soumis à aucune obligation d'immatriculation, de certification ou d'homologation par le Gouvernement, à condition qu'ils soient dûment immatriculés auprès d'une autorité compétente habilitée à cet effet, conformément aux dispositions du droit international.

2. Le Gouvernement s'engage à ne percevoir aucune taxe d'aéroport, taxe de départ ou taxe passagers auprès de personnes voyageant sur des aéronefs, véhicules et/ou navires dans le cadre d'activités officielles du PAM.
3. À la demande du Représentant, le Gouvernement facilite l'immatriculation pour tous les véhicules du PAM et ceux des fonctionnaires du PAM.

ARTICLE XIII

Facilités de Communications accordées au PAM

1. Le PAM jouit, pour ses communications et télécommunications officielles, d'un traitement égal à celui que le Gouvernement accorde à tous autres organismes des Nations Unies, y compris aux missions diplomatiques, en particulier :
 - a. le PAM aura le droit d'installer, après avoir obtenu l'assentiment du Gouvernement, et d'utiliser sans frais ,dans le bureau de pays et pour ses véhicules, navires, aéronefs et unités portatives transportées par le personnel du PAM, les émetteurs et les récepteurs radio, les répéteurs et les systèmes de communication par satellite qui permettent d'assurer les communications entre un point et un autre, aussi bien dans le pays même que dans d'autres pays, et de conserver et échanger des données par téléphone, messagerie vocale, télécopieur, support vidéo et d'autres moyens électroniques, avec l'Organisation des Nations Unies, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et tout autre organisme, y compris les partenaires coopérants;
 - b. le PAM aura le droit de communiquer, sans restriction aucune, par radio (y compris par radio satellite, mobile ou portable), téléphone, courrier électronique, télécopieur et tout autre moyen de communication, ainsi que le droit d'installer les équipements nécessaires en conformité avec les règlements de construction pertinents , y compris celui de poser des câbles

- et des lignes terrestres et de placer des émetteurs, des récepteurs et des répéteurs radio, fixes et mobiles, dans respect strict de la réglementation en vigueur dans le pays ;
- c. le Gouvernement alloue au PAM, sans frais conformément à la réglementation en vigueur, les licences et fréquences nécessaires pour communiquer sans fil 24 heures par jour et sept jours par semaine avec ses unités opérationnelles, où qu'elles se trouvent;
 - d. le Gouvernement autorise le PAM à importer puis à exporter, sans retard injustifié et sans frais pour le PAM, tout le matériel de télécommunications nécessaire, y compris, sans que cette énumération soit limitative, des radiotéléphones, téléphones mobiles, stations de communications par satellite et dispositifs et supports électroniques;
 - e. les communications et la correspondance officielles du PAM sont inviolables et ne peuvent faire l'objet d'aucune censure de la part du gouvernement. Cette inviolabilité, s'étend, notamment mais pas exclusivement, aux publications, photographies, diapositives, films, enregistrements sonores et courrier électronique ;
 - f. le PAM a le droit d'expédier et de recevoir de la correspondance et autre matériel par courrier ou par valise scellée, qui jouissent des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques;

ARTICLE XIV

Transit et résidence

1. Le Gouvernement facilite l'entrée, le séjour et le départ du pays des personnes ci-après, quelle que soit leur nationalité, et n'impose aucune entrave à leur transit sur le territoire national desdites personnes et leur



accorde toute la protection requise en transit conformément aux dispositions pertinentes des Conventions ratifiées par le Niger :

- a. Fonctionnaires du PAM affectés au bureau de pays, leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge ;
 - b. Fonctionnaires de l'ONU et fonctionnaires d'autres organisations intergouvernementales, d'institutions internationales et d'autres personnes se rendant au bureau de pays en mission officielle ;
 - c. Experts autres que les fonctionnaires visés à l'alinéa b lorsqu'ils accomplissent des missions pour le compte du PAM et leurs conjoints.
2. Lorsque les personnes visées au présent article doivent en être munies, les visas peuvent être accordés, sans frais et aussi rapidement que possible si elles sont détentrices des passeports de service et des laissez-passer des Nations Unies ou passeports diplomatiques et une lettre officielle de PAM attestant que leur mission au Niger est à des fins officielles. Aucune activité accomplie par toute personne visée à l'article 12 en sa qualité officielle ne constitue une raison d'interdire son entrée sur le territoire du pays ou d'exiger son départ dudit territoire.
 3. Le gouvernement reconnaît et accepte le laissez-passer des Nations Unies comme un document de voyage valide équivalant à un passeport et veille à ce que les autorités compétentes de la République du Niger en soient dûment informées.
 4. Des facilités semblables à celles qui sont spécifiées au paragraphe 3 du présent article sont accordées aux experts et autres personnes qui sans être munies d'un laissez-passer des Nations Unies, sont titulaires d'un

passport ou tout autre document de voyage officiel reconnu par le Niger et d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le PAM.

ARTICLE XV

Privilèges et immunité accordés aux fonctionnaires du PAM

1. Le PAM peut affecter au bureau de pays les fonctionnaires qu'il juge nécessaires pour s'acquitter de ses obligations. Tous les fonctionnaires du PAM jouissent au Niger des privilèges, immunités, exemptions et facilités qui leur sont accordés à la section 18 de l'article V de la convention de 1946 et à la section 19 de l'article VI de la convention de 1947, et aussi :
 - a. immunité pour eux-mêmes, leurs conjoints et les membres de leurs familles à leur charge, d'arrestation ou de détention personnelle ainsi que de saisie et d'inspection de leurs bagages personnels et officiels;
 - b. immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle y compris leurs paroles et écrits. Cette immunité persistant alors même que les intéressés ont cessé d'être fonctionnaires du PAM ;
 - c. inviolabilité de tous papiers, documents et autres matériels officiels ;
 - d. exonération d'impôt sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés par le PAM au titre de services passés ou présents ou des services qu'ils fournissent au PAM et exemption de la prise en compte de ce revenu exonéré pour le calcul de l'imposition sur d'autres revenus ;
 - e. exemption de toute obligation à titre de service militaire ;

f. exemption de toute forme d'imposition sur les revenus qu'ils perçoivent en dehors du pays hôte ;

g. droit d'acquérir ou de conserver dans le pays hôte ou ailleurs des titres étrangers, comptes en devises ou autres biens mobiliers, ainsi que le droit de les faire sortir du pays, sans interdiction ou restriction, par les circuits autorisés ;

i. droit d'importer pour leur usage personnel, en franchise de droits et d'autres taxes et de toute interdiction ou restriction à l'importation .

(i). leur mobilier, leurs articles de ménage et leurs effets personnels, en une ou plusieurs expéditions, et, par la suite, tous autres articles semblables;

(ii). une automobile ou, dans le cas de fonctionnaires accompagnés de personnes à charge, deux automobiles tous les trois ans, à moins que les Parties ne conviennent, dans des cas particuliers, que les véhicules peuvent être remplacés avant l'expiration de ce délai en cas de perte ou de grave dommage ou pour d'autres raisons. Les automobiles importées peuvent être vendues à tout moment dans le pays hôte sous réserve des réglementations gouvernementales concernant le paiement par l'acheteur des droits de douane ; et

(iii) des quantités raisonnables d'articles destinés à leur consommation personnelle, conformément aux réglementations gouvernementales en vigueur.

5. Le Gouvernement consent à ce que .

a. Le Représentant et les fonctionnaires du PAM de classe D-1 et au-dessus jouissent des privilèges et immunités, exemptions et facilités accordés aux ambassadeurs chefs de mission ;

- b. Tout haut fonctionnaire du PAM agissant au nom du Représentant pendant l'absence de ce dernier jouit des mêmes privilèges, immunités, exemptions et facilités que ceux que le gouvernement accorde au Représentant ;
 - c. Les autres fonctionnaires du PAM désignés par le Représentant en consultation avec le Directeur exécutif du PAM en raison des responsabilités attachées à leurs fonctions jouissent des mêmes privilèges et immunités, exemptions et facilités que ceux que le gouvernement accorde aux agents de rang comparable des missions diplomatiques accréditées auprès du pays hôte ;
 - d. Les agents du PAM qui sont recrutés localement ne jouissent que des privilèges et immunités prévus dans les Conventions ratifiées par le Niger, y compris de l'immunité de juridiction en ce qui concerne leurs paroles ou leurs écrits et tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, étant entendu néanmoins que lesdits privilèges et immunités comprennent l'exemption d'impôt conformément à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article XV.
- 4. Le PAM communique chaque année au gouvernement une liste de ses fonctionnaires affectés au bureau de pays.
 - 5. Le Gouvernement ,
 - a. assure, en prenant le cas échéant des dispositions spéciales, la sécurité, la protection et la liberté de déplacement des fonctionnaires du PAM dans la mesure nécessaire pour assurer une exécution appropriée, rapide et efficace des activités appuyées par ce dernier;

- b. délivre aux fonctionnaires du PAM, à leurs conjoints et aux personnes à leur charge une carte d'identité spéciale spécifiant que son titulaire est fonctionnaire du PAM ou conjoint ou personne à charge d'un fonctionnaire du PAM et jouit des privilèges, immunités et facilités prévus par le présent article;
- c. en cas de besoin, aide les fonctionnaires du PAM qui ne sont pas ressortissants du pays hôte à trouver un logement approprié ;
- d. accorde des permis de travail aux conjoints des fonctionnaires du PAM qui ne sont pas ressortissants du pays hôte ;
- e. reconnaît comme valable, sans percevoir d'impôts et taxes tout permis de conduire, délivré à un fonctionnaire du PAM par un pays autre que la République du Niger à condition que l'intéressé est déjà titulaire d'un permis valable accompagné d'une déclaration du PAM attestant la validité dudit document.
- g. à la demande du Représentant, facilite le recrutement de personnel local qualifié par le PAM et fait le nécessaire pour accélérer ce recrutement. Les conditions d'emploi du personnel recruté sur le plan local sont conformes aux Résolutions, statuts et règlements pertinents de l'Organisation des Nations Unies et du PAM.

ARTICLE XVI

Experts en mission

1. Les experts en mission bénéficient des privilèges, immunités, exonérations et facilités énoncés aux articles VI et VII de la Convention de 1946.
2. Les experts en mission sont exonérés d'impôt sur les traitements, indemnités et autres émoluments qui leur sont versés par le PAM et

jouissent de tous privilèges, immunités, exonérations et facilités supplémentaires dont conviennent les Parties.

ARTICLE XVII

Levée des privilèges et immunités

1. Les privilèges et immunités prévus aux articles XIV, XV et XVI sont accordés dans l'intérêt du PAM et non à l'avantage personnel de leurs titulaires. Conformément aux Conventions, l'immunité de ces personnes peut être levée par le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de la FAO dans tous les cas où cette immunité ferait obstacle à l'administration de la justice et peut être levée sans qu'il soit porté atteinte aux intérêts du PAM.
2. Le PAM et ses fonctionnaires coopèrent à tout moment avec les autorités compétentes de la République du Niger pour faciliter la bonne administration de la justice, assurer l'observation des règlements de police et prévenir tout abus des privilèges et immunités accordés en vertu du présent article.

ARTICLE XVIII

Sécurité sociale

1. Les fonctionnaires du PAM sont assujettis aux règles et règlements qui rendent obligatoire leur participation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et au plan de protection sanitaire et qui régissent les congés de maladie et de maternité, ainsi que les indemnisations en cas de maladie, d'accident ou de décès imputables à l'exercice de fonctions officielles au service du PAM. En conséquence, les fonctionnaires du PAM, quelle que soit leur nationalité ou qu'ils aient ou non la qualité de résident, sont exemptés de toutes contributions

obligatoires aux régimes de sécurité sociale de la République du Niger tant qu'ils sont employés par le PAM.

2. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour permettre à tout fonctionnaire du PAM de participer à titre volontaire, si le PAM en fait la demande, à tout régime de sécurité sociale en vigueur en de la République du Niger.

ARTICLE XIX

Recours contre le Programme alimentaire mondial

1. La responsabilité de l'exécution des programmes, des projets et des activités incombe au premier lieu au gouvernement.
2. Le Gouvernement répond à toute réclamation que des tiers pourraient présenter contre le Programme alimentaire mondial, contre ses fonctionnaires ou consultants ou contre d'autre personnes fournissant des services pour le compte du Programme alimentaire mondial en vertu du présent Accord, et le Gouvernement met hors de cause le Programme alimentaire mondial et les personnes précitées en cas de réclamation et les dégage de toute responsabilité découlant d'opérations exécutées en vertu du présent Accord, sauf si le Gouvernement et le Programme alimentaire mondial conviennent que ladite réclamation ou ladite responsabilité résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle des intéressés.

ARTICLE XX

Règlement des différends

1. Tout différend né de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé par voie de négociations entre les parties, et le cas contraire soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une ou de l'autre partie. L'arbitrage se tient en un lieu, hors du pays hôte, convenu entre les Parties. Aux fins de l'application du présent article .

- a. chacune des Parties désigne un arbitre et communique à l'autre le nom dudit arbitre. Si les arbitres ainsi désignés ne peuvent s'entendre sur une sentence, ils désignent immédiatement un tiers arbitre. Au cas où, dans un délai de trente (30) jours suivant la demande d'arbitrage, l'une ou l'autre Partie n'a pas désigné son arbitre ou si les arbitres ainsi désignés ne peuvent convenir d'une sentence et/ou de la désignation d'un tiers arbitre, l'une ou l'autre peut demander au Président de la Cour Internationale de Justice de désigner un arbitre ou le tiers arbitre, selon le cas ;
- b. la sentence est rendue à la majorité des arbitres. y compris sur des questions de procédure, expose les motifs de la décision prise et est définitive et sans appel même si la République du Niger ou le PAM ne comparaitront pas durant l'arbitrage;
- b. les dépenses relatives à l'arbitrage sont prises en charge par les Parties comme stipulé dans la sentence.

ARTICLE XXI

Entrée en vigueur et dénonciation

1. Le présent Accord de base entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et reste valable, à moins qu'il ne soit dénoncé conformément au point 2 ci dessous.
2. L'une ou l'autre des Parties peut résilier le présent Accord de base moyennant notification écrite à l'autre Partie, auquel cas il cessera de produire effet quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception de ladite notification.

3. Les obligations assumées par les deux Parties subsistent, malgré la dénonciation du présent Accord conformément au point 2 ci dessus, aussi longtemps que nécessaire pour permettre au PAM de compléter ses activités entreprises conformément aux accords conclus en vertu du présent Accord de base et de retirer méthodiquement du pays hôte ses biens, fonds, avoirs, archives et fonctionnaires

ARTICLE XXII

Dispositions finales

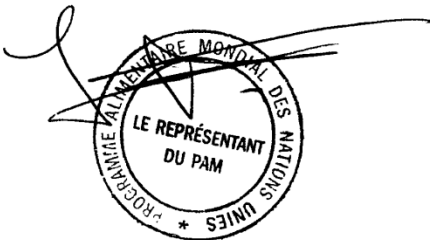
1. Le présent Accord et les Conventions seront interprétés comme étant complémentaires si leurs dispositions régissent le même sujet. En cas de contradiction entre les Conventions et le présent Accord de base, les dispositions de ce dernier prévaudront.
2. Le présent Accord de base est régi par les principes généraux du droit international, à l'exclusion de la législation nationale.
3. Dans tous les cas où le présent Accord de base impose des obligations aux autorités compétentes de la République du Niger, la responsabilité du respect desdites obligations incombe en dernier ressort au Gouvernement.
4. Le présent Accord peut être amendé par convention écrite entre les Parties. Chacune des Parties examine favorablement toute proposition présentée par l'autre conformément au présent article.
5. Le présent Accord abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment l'accord de base du 21 juin 1968.

Fait à Niamey, le 13 décembre 2018, en deux exemplaires originaux, en langue française, les deux textes faisant également foi.

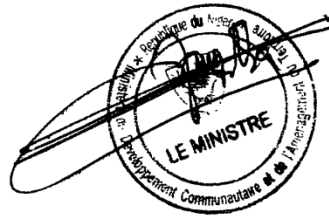
**Pour le Programme Alimentaire
Mondial de l'Organisation des
Nations Unies**

**Pour le Gouvernement de la
République du Niger**

Monsieur Sory Ibrahim Ouane,
Représentant et Directeur Pays



Monsieur Amani Abdou,
Ministre du Développement
Communautaire et de
l'Aménagement du Territoire



[TRANSLATION – TRADUCTION]

BASIC AGREEMENT BETWEEN THE WORLD FOOD PROGRAMME AND THE
GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF NIGER

The World Food Programme, hereinafter referred to as “WFP”, and the Government of the Republic of Niger, hereinafter referred to as “the Government”,

Acting in accordance with General Assembly resolutions 1714 (XVI), 2095 (XX), 3348 (XXIX), 3404 (XXX), 46/22 and 52/449, and resolutions 1/61, 4/65, 22/75, 9/91 and 11/97 of the Conference of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) regarding the applicable institutional, financial and operational arrangements,

Recalling General Assembly resolutions 43/131 and 45/100, on humanitarian assistance to victims of natural disasters and emergency situations,

Recalling the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, adopted by the United Nations General Assembly on 13 February 1946, and the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies and its Annex II, concerning the Food and Agriculture Organization of the United Nations, adopted by the General Assembly of the United Nations on 21 November 1947, hereinafter referred to as “the Conventions”, which are both applicable to WFP,

Recognizing the humanitarian nature and contribution to development of the activities of WFP and its important role in providing food assistance and fighting hunger and poverty in the world,

Recognizing that the Government of the Republic of Niger wishes to receive the assistance of WFP,

Considering that WFP is willing to provide said assistance at the request of the Government of Niger,

Recalling the Paris Declaration on Aid Effectiveness adopted in February 2005,

Desiring to supplement the provisions of the Conventions with a view to regulating the relations between the Government and WFP, taking into account the special requirements of humanitarian and food assistance,

The Government of Niger and the World Food Programme have concluded this Basic Agreement, which sets out the terms under which said assistance may be provided by WFP and used by the Government, in accordance with the General Rules of WFP, which will be enshrined in agreements specific to each programme or project.

The Parties hereby agree to the following:

Article I. General provisions

For the purposes of this Basic Agreement:

- a. “World Food Programme” or “WFP” means the autonomous joint subsidiary programme of the United Nations and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) established by the institutional and financial arrangements put in place by the General Assembly of the United Nations in its resolution 1714 (XVI)

- of 19 December 1961 and by FAO Conference resolution 1/61 of 24 November 1961;
- b. “Country” means the Republic of Niger;
 - c. “Government” means the Government of Niger;
 - d. “Basic Agreement” means this Basic Agreement concluded by the Government of Niger and WFP;
 - e. “Competent authorities of the Republic of Niger” means such national or other authorities in the Republic of Niger as may be responsible, in accordance with the laws and customs applicable in the Republic of Niger and the established principles of international law;
 - f. “Party” means the Government of Niger or WFP and “Parties” means the Government of Niger and WFP;
 - g. “United Nations” means the organization established by the Charter of the United Nations on 26 June 1945;
 - h. “FAO” means the Food and Agriculture Organization of the United Nations;
 - i. “Convention of 1946” means the Convention on Privileges and Immunities of the United Nations adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946;
 - j. “Convention of 1947” means the Convention on Privileges and Immunities of the Specialized Agencies adopted by the General Assembly of the United Nations on 21 November 1947 and its Annex II concerning FAO;
 - k. “The Conventions” means the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946 and the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies adopted by the United Nations General Assembly on 21 November 1947, and its Annex II concerning FAO;
 - l. “Executive Board” means the Executive Board of WFP established by the United Nations and FAO to provide WFP with intergovernmental support and specific guidance on the policies that govern WFP activities and supervise said activities;
 - m. “Executive Director” means the Executive Director of WFP or any official designated as such to act on his or her behalf;
 - n. “Representative” means the WFP official representing the Executive Director in the country or, in the event that he or she is absent or unavailable, the official designated to act on his or her behalf;
 - o. “WFP officials” means the Executive Director and all WFP staff, with the exception of locally recruited staff who are paid on the basis of hourly rates as provided for in the General Assembly resolution 76 (1) of 7 December 1946 and FAO Conference Resolution 71/59;
 - p. “Experts on mission” means persons, other than officials of WFP, who come within the scope of article VI of the Convention of 1946 and article 2(i) of Annex II to the Convention of 1947;
 - q. “Family and household members” means (i) the spouse or partner of WFP officials, and (ii) children of WFP officials who are under the age of 18, (iii) children of WFP

officials under the age of 25 who are enrolled in full-time education and economically dependent, and (iv) children of WFP officials of any age who are dependent due to disability, and (v) secondary dependants living with officials of WFP;

- r. “Country Office” means any location used by WFP in the country to perform its official activities;
- s. “Property of WFP” means all property, including funds, incomes and other assets, belonging to WFP or held or administered by WFP in furtherance of its constitutional functions;
- t. “Archives of WFP” means all archives of WFP, including all records, correspondence, documents, manuscripts, computer records, data, photographs, films and sound recordings belonging to or held by WFP in furtherance of its constitutional functions;
- u. “Activities assisted by WFP” means any operational or project activity undertaken by WFP, including but not limited to country programmes, development activities, development projects, emergency operations, protracted relief and recovery operations or special operations, whether implemented directly by WFP and/or with cooperating partners;
- v. “WFP Activity Agreements” means any agreement under which an activity assisted by WFP is implemented, and includes but is not limited to country programme agreements, operational contracts, plans of operations, letters of understanding and memorandums of understanding;
- w. “Vehicles” means landside vehicles, including cars, motorcycles, trucks and railway wagons, that are provided to or owned, chartered or leased by WFP for use in connection with activities assisted by WFP;
- x. “Vessels” means vehicles of transport on waterways that are chartered or leased by or provided to WFP for use in connection with WFP operations;
- y. “Aircraft” means aircraft that are chartered or leased by, or provided to WFP, for use in connection with WFP operations;
- z. “Locomotives” means the means of transport by rail that are provided to WFP or owned, chartered or leased by WFP in connection with WFP operations;
- aa. “Telecommunications” means any emission, transmission or reception of written or oral information, data, images, sound or information of any nature transmitted by wire, radio, satellite, optical fibre or any other electronic or electromagnetic means.
- bb. “Buildings” means the premises used by WFP in Niger;
- cc. “Cooperating partners” means third parties hired by WFP to help carry out its activities in Niger.

Article II. Areas of collaboration and activities assisted by WFP/terms

1. Collaboration between WFP and the Government of Niger covers economic and social programmes and emergency humanitarian operations, in line with national policies and strategies in the relevant sectors.

The Parties recall that the purposes of WFP are:

- (a) To use food aid to support economic and social development;
- (b) To meet refugee and other emergency and protracted relief food needs; and
- (c) To promote world food security in accordance with the recommendations of the United Nations and FAO.

2. The Government may request assistance from WFP to help carry out its economic and social programmes or relief operations in the event of a natural disaster or other crisis.

3. Upon approval by WFP of a request for assistance, in accordance with the internal legal framework of WFP, the Government and WFP shall conclude a WFP Activity Agreement to define their respective roles, obligations, commitments and responsibilities.

4. The provisions of this Basic Agreement shall apply in their entirety and without exception to all subsequent WFP Activity Agreements.

5. Without limiting the scope of any other provision of this Basic Agreement, the Government shall take all necessary steps to ensure:

- a. Cooperation with WFP, at all times, with a view to assisting WFP in the effective implementation of WFP operations and of activities assisted by WFP;
- b. Safe and unimpeded access by WFP officials and cooperating partners to all areas necessary to assess, deliver, distribute and monitor food assistance and other activities assisted by WFP, in accordance with the national security measures in force in those areas;
- c. The safe and unimpeded access of humanitarian assistance and personnel to all beneficiaries, including refugees and internally displaced persons, in times of peace or armed conflict, in accordance with the national security measures in force in those areas; and
- d. The provision to WFP and its cooperating partners of all facilities, information, resources and assistance required to enable them to provide the necessary humanitarian assistance.

6. The Parties agree that humanitarian assistance must be provided in accordance with the principles of humanity, neutrality and impartiality as specified in General Assembly resolution 46/182 of 19 December 1991 and in subsequent related resolutions, and in accordance with the humanitarian principles approved by the Executive Board of WFP on 23 February 2014.

7. The Parties shall work together to prevent any losses in the context of activities assisted by WFP. The Government shall make good any commodity or other losses directly attributable to the Government or to officials acting on its behalf, and shall reimburse such losses to WFP, either in kind or in the equivalent monetary value prevailing at the time of the loss.

Article III. Implementation of development projects/programmes and humanitarian emergency operations

1. The Government shall have the primary responsibility for the implementation of all operational activities, development programmes and humanitarian emergency operations.

2. The Government shall provide staff, offices, storage areas and security for the storage of food, and shall contribute to the functioning of the services provided by the Republic of Niger and to coverage of the expenses necessary for the implementation of an operational activity undertaken as part of a development project or a humanitarian emergency operation.

3. The Government shall designate an appropriate agency in a sectoral ministry to be responsible for the implementation of each project. If there are several multisectoral aid projects or programmes in the country, the Government shall designate a central agency under the WFP umbrella to coordinate these projects and programmes.

Article IV

Information on projects/programmes and humanitarian emergency operations

1. The Government of Niger and WFP shall share mutually and periodically documents, reports and information relevant to the implementation of economic and social projects/programmes and humanitarian emergency operations.

The Government of Niger and WFP shall report to one another periodically on the progress of the economic and social projects/programmes and humanitarian emergency operations. In accordance with General Rule X.3 of the General Regulations and Rules of WFP, the Government of Niger shall, as far as feasible, provide WFP with any relevant information on other aid programmes that could assist WFP in coordinating its activities with such other programmes.

Article V. Juridical personality and freedom of assembly

1. The Government recognizes the juridical personality and legal capacity of WFP:

- (a) to contract;
- (b) to acquire and dispose of immovable and movable property; and
- (c) to be a party to legal proceedings.

2. WFP shall enjoy in the furtherance of its official functions treatment equal to that accorded to other organizations, funds and programmes of the United Nations system. WFP shall have the right to display its flag, and/or other United Nations identifiers, on its premises, vehicles, aircraft and vessels.

3. The Government recognizes the right of WFP to convene meetings within the Country Office and, with the concurrence of the competent authorities of the Republic of Niger, elsewhere in the country. The Government shall take all appropriate measures to ensure that no impediment is placed on those meetings or on the full freedom of discussion and decision-making at those meetings.

Article VI. Country Office

1. The Country Office, including its buildings or any part thereof and the land, in addition to the archives, property, materials and funds contained therein, for official use by WFP, shall be inviolable. No officer or official of the Republic of Niger, or person exercising any public authority in the Republic of Niger, shall enter the Country Office to perform any duties therein except with the consent of the Executive Director of WFP. The service of legal process, including the seizure of private property, may take place within the Country Office only with the consent of and under conditions approved by the Secretary-General of the United Nations and the Director-General of FAO.

2. The Country Office shall be under the exclusive control and authority of WFP, which shall have the power to issue and adopt regulations applicable to the Country Office for the full and independent performance of its functions.

3. The Government shall ensure the security and protection of the Country Office and shall take all appropriate measures to ensure that the security and tranquillity of the Country Office is not disturbed.

4. At the request of the Representative, the competent authorities of the Republic of Niger shall provide assistance as may be considered necessary to maintain law and order in the Country Office.

5. The Government shall take all necessary measures to ensure that in responding to any security alerts or other emergencies at the Country Office, the competent authorities shall accord the same level of priority to the needs of the Country Office as that accorded to government and diplomatic missions accredited to the Republic of Niger.

6. The Government shall take all effective and appropriate measures to ensure the security, safety, protection and free movement of WFP personnel and visitors to the Country Office.

Article VII. Public services provided to the Country Office

1. The competent authorities shall secure, on fair conditions and at the request of WFP, the public services needed by the Country Office, including but not limited to postal, telephone and telegraphic services, electricity, water, gas, sanitation, drainage, collection of waste, protection against fire, local public transport and road services. In the event that the aforementioned services are provided to the Country Office by the competent authorities, or in the event that the prices thereof are under their control, the rates for such services shall not exceed the lowest comparable rates accorded to government agencies of the Republic of Niger.

2. In the event of any interruption, or threatened interruption, of any of the services listed in paragraph 1 of this article, the appropriate authorities shall consider the needs of WFP as being of equal importance to those of similar agencies and shall take steps accordingly to ensure that the work of WFP is not disrupted.

Article VIII. Contributions to the Country Office – Facilitating the recruitment of qualified personnel

1. Unless a specific exemption has been approved by the Executive Board, the Government, in accordance with article 4.7 of the Financial Regulations of WFP, shall bear a substantial portion of the costs of the Country Office, in kind and in cash. The extent of this contribution shall be set out in a separate agreement between the parties.

Article IX. Property, funds, assets and archives of WFP

1. WFP and its property, funds, assets and archives, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of legal process, except when in a particular case such immunity has expressly been waived. Waiver of immunity from legal process shall not be held to imply waiver of immunity in respect of any enforcement measures.

2. WFP and its property, funds and assets, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy the privileges, immunities, exemptions and facilities specified in this Basic Agreement, the relevant provisions of the Conventions and any other relevant agreement, including immunity from search, seizure, requisition, confiscation, expropriation and any other form of interference, whether by executive, administrative, judicial or legislative action.

3. The archives of WFP and, in general, all documents belonging to it or held by it shall be inviolable, wherever located.

Article X. Tax regime

1. WFP and its property, funds, assets and archives, wherever located and by whomsoever held, shall, for the purposes of all official WFP activities, be exempt from all forms of direct taxation.

2. WFP shall be exempt from all indirect taxes of any kind, including value added tax or any other form of tax levied on goods and services. The Government shall put in place necessary administrative arrangements, including fiscal arrangements, for the upfront remission of any excise, tax or monetary contribution payable as part of the acquisition cost, including value added tax. Without limiting the scope of the foregoing, the immediate exemption from indirect taxes shall extend to all payments made by or on behalf of WFP and its beneficiaries, exclusively in connection with cash and vouchers and similar aid programmes.

3. WFP shall be exempt from customs duties, prohibitions and restrictions on goods imported or exported by WFP for its official purposes. It is understood that items thus imported free of duty shall not be sold in the country, except subject to conditions approved by the Government.

Article XI. Financial transactions

1. Without being subject to financial controls, regulations or moratoria of any kind, WFP may:

- a. Hold and freely purchase funds, currencies and securities, and dispose of them through accounts exempt from the restrictions imposed on resident accounts in any currency, and hold accounts in any currency; and
- b. Freely transfer its funds and monies within the Republic of Niger and to or from any other country, and convert any currency held by it into any other currency.

Article XII. Transport facilities

1. The Government, within its national boundaries, shall grant such transport facilities as may be necessary for the rapid and efficient execution of WFP activities and activities assisted by WFP. The applicable general principles are the following:

- a. The Government shall facilitate expeditious loading and unloading of food commodities, equipment, provisions, supplies, fuel, materials and other items and goods employed in connection with WFP activities and activities assisted by WFP and facilitate their transit at border checkpoints. Further, the Government shall grant,

through the competent authorities, preferential berthing at docks and clearance of vessels, aircraft, locomotives and vehicles contracted by WFP;

- b. The Government shall issue, at no cost to WFP and without prohibitions or restrictions, all permits, licences and authorizations required for the import by WFP of equipment, supplies, fuel, materials and other goods necessary for the performance of WFP activities and activities assisted by WFP, and their subsequent export, without delay or restriction;
- c. WFP aircraft, vehicles and vessels may use roads, bridges, canals and other waters, railway lines and other transport infrastructure, including airfields, without the payment of any type of direct or indirect taxes, dues, tolls or other charges, including airport landing fees. WFP, its contractors and cooperating partners shall be exempted from taxes and similar charges, such as value-added tax, on the transport of items related to WFP activities and activities assisted by WFP;
- d. Aircraft owned by WFP or operated on its behalf shall not be subject to any registration, certification or licencing by the Government, provided that said aircraft are duly registered under the national regulatory requirements of a State party to the Chicago Convention on International Civil Aviation (ICAO) of 7 December 1944 and its annexes;
- e. The competent civil aviation authority shall be responsible for the oversight of air operators, in accordance with the Chicago Convention on International Civil Aviation and its annexes, and the legislative and regulatory provisions applicable in Niger, taking into account, to the extent possible, the relevant systems and processes in force in the United Nations system;
- f. The Government shall facilitate the entry into, departure from and transit through its territory of aircraft engaged in relief flights as set forth in annex 9, chapter 8 of the Chicago Convention on International Civil Aviation of 7 December 1944; and
- g. WFP vehicles and vessels shall not be subject to any registration, certification or licencing by the Government, provided that they are duly registered with a competent authority empowered to do so, in accordance with international law.

2. The Government shall not collect any airport, departure or passenger tax from any persons travelling on aircraft, vehicles and/or vessels on official WFP business.

3. Upon request by the Representative, the Government shall issue licence plates for all WFP vehicles and vehicles of WFP officials.

Article XIII. Facilities accorded to WFP in respect of communications

1. WFP shall enjoy treatment for its official communications and telecommunications equal to that accorded by the Government to any other United Nations entity, including its diplomatic missions, as follows:

- a. Having obtained the consent of the Government, WFP shall have, at no cost to WFP, the right to install and operate within the Country Office and in WFP vehicles, vessels, aircraft and portable units carried by WFP personnel, radio transmitters and receivers, repeaters and satellite communication systems to facilitate point-to-point communications within and outside the country, and to store and exchange telephone, voice, facsimile, video and other electronic data with the United Nations,

- United Nations agencies, funds and programmes, and any other organization, including cooperating partners;
- b. WFP shall enjoy the right to unrestricted communication by radio (including satellite, mobile and hand-held radio), telephone, electronic mail, facsimile, or any other means of communication and to put in place the necessary equipment, including the laying of cables and land lines and the installation of fixed and mobile radio sending, receiving and repeater stations, in strict compliance with the regulations in force in the country;
 - c. The Government shall provide WFP, at no cost, with the licences and frequencies required to maintain 24-hour-a-day, seven-days-a-week wireless communications with its operational units, wherever located;
 - d. The Government shall grant WFP authorization to import, and subsequently export, without undue delay and free of charge to WFP, all necessary telecommunications equipment, including but not limited to radio phones, mobile phones, satellite stations, and electronic devices and media;
 - e. The official communications and correspondence of WFP shall be inviolable and may not be censored in any way by the Government. Such inviolability shall extend, in particular, though not exclusively, to publications, photographs, slides, film and sound recordings and electronic mail; and
 - f. WFP shall have the right to dispatch and receive correspondence and other materials by courier or in sealed bags, which shall have the same privileges and immunities as diplomatic couriers and bags.

Article XIV. Transit and residence

1. The Government shall facilitate the entry to, residence in, and departure from the country of the following persons irrespective of their nationalities, and shall impose no impediment on their transit within the national territory, according said persons every protection required while in transit, in accordance with the relevant provisions of the conventions ratified by Niger.

- a. WFP officials assigned to the Country Office, along with their spouses and dependent family members;
- b. Officials of the United Nations, officials of other intergovernmental organizations and international institutions and other persons visiting the Country Office on official business; and
- c. Experts other than those specified in subparagraph (b) of this article on mission for WFP and their spouses.

2. Visas and permits that may be required for persons referred to in this article shall be granted free of charge and as promptly as possible if the person in question is the holder of a service passport and a United Nations laissez-passer or of a diplomatic passport and an official letter from WFP attesting that they are travelling to Niger on official business. No activity performed by any such person referred to in this article, in his or her official capacity shall constitute a reason for preventing his or her entry into the country or for requiring him or her to leave the country.

3. The Government shall recognize and accept the United Nations laissez-passer as a valid travel document equivalent to a passport and shall ensure that the competent authorities of the Republic of Niger are duly informed thereof.

4. Similar facilities to those specified in paragraph 3 of this article shall be accorded to experts and other persons who, although not the holders of a United Nations laissez-passer, are holders of a passport or of any other official travel document recognized by Niger and are bearers of a certificate attesting that they are travelling on business of WFP.

Article XV. Privileges and immunities accorded to WFP officials

1. WFP may assign to the Country Office such WFP officials as it deems necessary to fulfil its mandate. WFP officials shall enjoy in Niger the g privileges, immunities, exemptions and facilities accorded to them under article V, section 18 of the 1946 Convention and article VI, section 19 of the 1947 Convention, in addition to:

- a. Immunity for themselves, their spouses and relatives dependent on them from personal arrest and detention and from seizure and inspection of their personal and official baggage;
- b. Immunity from legal process in respect of all acts performed by them in their official capacity, including words spoken or written by them. Such immunity shall continue even if the persons concerned have ceased to be WFP officials;
- c. Inviolability of all papers, documents and other official materials;
- d. Exemption from taxation in respect of the salaries, emoluments and indemnities paid to them by WFP for past or present services or services rendered to WFP, and from having such exempted income taken into account for the purpose of assessing the amount of taxation on other income;
- e. Exemption from any military service obligations;
- f. Exemption from taxation of any kind on all income received from sources outside the country;
- g. The right to acquire or maintain, within the host country or elsewhere, foreign securities, foreign currency accounts and other movable property and the right to transfer them outside the country, without prohibitions or restrictions, through authorized channels;
 - (i) The right to import for personal use, free of duties and other taxes and without prohibitions or restrictions;
 - (ii) Their furniture and household and personal effects, in one shipment or several, and, subsequently, all other similar items.
 - (iii) An automobile or, in the case of officials accompanied by dependants, two automobiles every three years, unless the Parties agree, in specific cases, that the vehicles may be replaced before the end of the three-year period in the event of loss or major damage or for other reasons. The imported automobiles may be sold at any time in the host country, subject to government regulations on the payment of customs duties by the buyer; and
 - (iv) Reasonable quantities of articles for personal use, in accordance with the governmental regulations in force.

5. The Government agrees that:
 - a. The Representative and officials of WFP at the D-1 level and above shall enjoy the privileges, immunities, exemptions and facilities accorded to ambassadors who are heads of mission;
 - b. All high-ranking WFP officials acting on behalf of the Representative in the latter's absence shall enjoy the same privileges, immunities, exemptions and facilities accorded by the Government to the Representative;
 - c. Other WFP officials appointed by the Representative, in consultation with the Executive Director of WFP shall, owing to their official duties, enjoy the same privileges, immunities, exemptions and facilities accorded by the Government to officials assigned to diplomatic missions of comparable rank accredited to the host country;
 - d. WFP staff recruited locally shall enjoy only those privileges and immunities accorded under conventions ratified by Niger, including immunity from legal process in respect of words spoken or written by them and all acts performed by them in their official capacity. It is, however, to be understood that the aforementioned privileges and immunities shall include exemption from taxation under subparagraph 1(d) of this article.
4. Every year, WFP shall transmit to the Government a list of the names of officials appointed to the Country Office.
5. The Government shall:
 - a. Ensure the security, safety, protection and free movement of WFP officials to the extent necessary to facilitate the sound, prompt and effective implementation of activities assisted by WFP;
 - b. Issue to WFP officials and their spouses and dependants a special identity card specifying that the holder is an official of WFP or the family and household member of said official and that the holder enjoys the privileges, immunities and facilities provided for in this article;
 - c. If necessary, help WFP officials who are not nationals of the host country to secure suitable accommodations;
 - d. Issue work permits to the spouses of WFP officials who are not nationals of the host country;
 - e. Accept as valid, without imposing a tax or fee, a licence to drive a vehicle issued to any WFP official by a country other than the Republic of Niger, provided that the official is already in possession of a valid licence accompanied by a declaration issued by WFP attesting that the licence is valid.
 - f. Upon the request of the Representative, facilitate the recruitment of qualified local staff to be assigned to the Country Office and take the necessary steps to accelerate that process. Staff shall be recruited locally in accordance with the conditions of employment established by the relevant resolutions, statutes and regulations of the United Nations and WFP.

Article XVI. Experts on mission

1. Experts on mission shall be accorded the privileges, immunities, exemptions and facilities set forth in articles VI and VII of the 1946 Convention.

2. Experts on mission shall be granted tax exemptions on the salaries, indemnities and other emoluments paid to them by WFP, and shall be accorded such additional privileges, immunities, exemptions and facilities as may be agreed upon between the Parties.

Article XVII. Waiver of privileges and immunities

1. The privileges and immunities provided for in articles XIV, XV and XVI are accorded in the interests of WFP and not for the personal benefit of the individuals to whom they have been accorded. In accordance with the Conventions, the immunity of such persons may be waived by the Secretary-General of the United Nations and the Director-General of FAO in any case where such immunity would impede the administration of justice and may be waived without prejudice to the interests of WFP.

2. WFP and its officials shall cooperate with the competent authorities of the Republic of Niger to facilitate the proper administration of justice, to secure the observance of police regulations and to prevent the occurrence of any abuses in connection with the privileges and immunities accorded under this article.

Article XVIII. Social security

1. WFP officials are subject to rules and regulations that mandate their participation in the United Nations Joint Staff Pension Fund and the health protection plan, and that govern sick leave, maternity leave and workers' compensation schemes in the event of illness, accident or death attributable to the performance of official duties on behalf of WFP. Accordingly, WFP officials, irrespective of their nationality or resident status, shall be exempt from all compulsory contributions to the social security schemes of the Republic of Niger for the period during which they are employed by WFP.

2. The Government shall take the necessary measures to enable any WFP official to voluntarily participate, if WFP so requests, in any social security scheme in force in the Republic of Niger.

Article XIX. Claims against WFP

1. The implementation of programmes, projects and activities shall be the primary responsibility of the Government.

2. The Government shall handle all claims that may be brought by third parties against WFP, WFP officials or consultants or any other individuals providing services on behalf of WFP by virtue of this Agreement. The Government shall, in respect of such claims, indemnify and hold harmless WFP and the aforementioned individuals, except where the Government and WFP agree that the particular harm was caused by gross negligence or wilful misconduct on the part of WFP or such persons.

Article XX. Settlement of disputes

1. Any dispute arising from the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by negotiation between the Parties or, should that prove impossible, shall be submitted to arbitration at the request of either of the Parties. Arbitration proceedings shall be held outside the host country, in a location agreed by the Parties. For the purposes of this article:

- a. Each Party shall appoint an arbitrator and provide the other Party with the name of the aforementioned arbitrator. If the appointed arbitrators are unable to agree on an arbitral award, they shall immediately appoint a third arbitrator. If, within 30 days of the arbitration request, either Party has not appointed an arbitrator, or if the appointed arbitrators are unable to reach an agreement in respect of an arbitral award and/or of the selection of a third arbitrator, either Party may request the President of the International Court of Justice to appoint an arbitrator or the third arbitrator, as the case may be;
- b. The arbitral award shall be handed down by a majority of arbitrators, including on procedural matters. It shall contain an explanation of the rationale behind the decision and shall be final and not subject to appeal, even if the Republic of Niger or WFP fails to appear during the arbitration proceedings; and
- c. The costs relating to the arbitration shall be borne by the Parties, as specified in the arbitral award.

Article XXI. Entry into force and termination

1. This Basic Agreement shall enter into force on the date of signature by the two Parties and shall continue in force unless terminated under paragraph 2 of this article.

2. This Basic Agreement may be terminated by either Party by written notice to the other and shall terminate 90 days after receipt of such notice.

3. The obligations assumed by the two Parties shall survive the termination of this Agreement under paragraph 2 of this article, notwithstanding any such notice of termination, and shall remain in force as long as necessary to allow WFP to complete the activities it has undertaken under the agreements entered into by virtue of this Basic Agreement and to withdraw from the host country in an orderly manner the property, funds, assets, archives and officials of WFP.

Article XXII. Final provisions

1. This Agreement and the Conventions shall be construed as being complementary when their provisions concern the same subject. In the event of any inconsistency between the Conventions and this Basic Agreement, the provisions of the latter shall prevail.

2. This Basic Agreement shall be governed by the general principles of international law, in addition to national laws.

3. Whenever this Basic Agreement imposes obligations on the competent authorities of the Republic of Niger, the Government shall be ultimately responsible for ensuring the fulfilment of such obligations.

4. This Agreement may be amended by written agreement between the Parties. Each Party shall give careful consideration to any proposal advanced by the other Party under this article.

5. This Agreement repeals all earlier contrary provisions, in particular, the Basic Agreement of 21 June 1968.

DONE at Niamey on 13 December 2018 in two original copies, in French, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Niger:

AMANI ABDOU

Minister of Community Development and Land-use Planning

For the World Food Programme of the United Nations:

SORY IBRAHIM OUANE

Representative and Country Director